

Communiqué de presse

Contact : Sophie De Meyer
Press & Communications
Tél. : + 32 2 600 60 21
GSM : +32 484 95 22 68
E-mail : sodemeyer@deloitte.com

Deloitte Belgique dévoile les résultats de son enquête CFO belge pour le deuxième trimestre 2014

Besoin d'un changement de politique et d'une prévisibilité de la réglementation

Les entreprises sont disposées et prêtes à investir si les perspectives à long terme sont claires.

Diegem, le 17 juillet 2014 – Deloitte Belgique annonce les résultats de son enquête CFO trimestrielle, menée entre le 2 et le 19 juin 2014. Les CFO belges restent optimistes. Les performances réelles et les attentes sont à la hausse. Le goût du risque reste élevé et le financement est attrayant et disponible.

Les stratégies défensives continuent néanmoins de l'emporter sur l'expansion. L'amélioration de l'efficacité et la réduction des coûts restent d'actualité pour toutes les entreprises. Les CFO s'inquiètent du risque politique et de la réussite à long terme des entreprises en Belgique, bien que la plupart d'entre eux émettent des prévisions de croissance optimistes à court terme pour leur organisation.

L'optimisme reste élevé

Après le vent d'optimisme observé du premier trimestre 2014, l'optimisme des CFO s'est stabilisé et reste positif. 70 % des répondants s'attendent à une hausse du chiffre d'affaires et, malgré les prévisions de croissance modestes pour l'ensemble de la Belgique, les CFO sondés se montrent optimistes : 56 % s'attendent à une croissance du chiffre d'affaires de plus de 2 % tandis que 32 % prédisent même une augmentation des revenus de plus de 5 %.

À la fin du deuxième trimestre, 70 % des répondants ont fait état de résultats financiers conformes au budget, contre 50 % l'an dernier et seulement 40 % en 2012. Le pourcentage de CFO affirmant que les résultats du deuxième trimestre dépasseront les budgets est passé de 20 % en 2012 et en 2013 à 40 % aujourd'hui.

« *L'optimisme affiché par de nombreux CFO, ces quatre derniers trimestres, s'est finalement traduit par une amélioration des résultats financiers. La vaste majorité des CFO s'attendent à ce que leur chiffre d'affaires, leurs marges et leurs bénéfices augmentent cette année. Dans la mesure où plus de 40 % des organisations prévoient de réduire leurs effectifs, la productivité moyenne devrait augmenter* », a déclaré Thierry Van Schoubroeck, partner chez Deloitte.

La priorité : sauvegarder la position concurrentielle

Le goût du risque a affiché une nette augmentation et a atteint les niveaux élevés enregistrés en 2010, juste avant l'aggravation de la crise de l'euro. Alors qu'ils étaient 35 % au premier trimestre, les CFO interrogés sont désormais 42 % à estimer que c'est le bon moment pour prendre davantage de risques par rapport à leur bilan.

La priorité numéro un des CFO reste la sauvegarde de la position concurrentielle de leur entreprise, tant à court qu'à long terme.

Les CFO mettent l'accent sur les stratégies d'expansion telles que l'augmentation des dépenses en capital et la croissance par le biais d'acquisitions. Les stratégies défensives axées sur l'efficacité et la réduction des coûts restent néanmoins la principale priorité de la moitié des organisations sondées.

« Les priorités stratégiques actuelles ne sont pas vraiment différentes de celles d'il y a un an. Bien que les inquiétudes à l'égard de l'économie soient moindres et que le goût du risque ait atteint un pic, les stratégies défensives restent plus importantes que les stratégies d'expansion », observe Thierry Van Schoubroeck.

Les perspectives à long terme inquiètent

Les CFO nourrissent toujours de faibles attentes quant à l'économie belge, en dépit de leurs prévisions optimistes en termes de chiffre d'affaires et de bénéfices pour leur entreprise. Quelque 90 % s'attendent à ce que la croissance économique belge ne dépasse pas 1 % cette année. Ils sont donc considérablement moins optimistes que la Banque Nationale de Belgique.

Les CFO ne sont toujours pas satisfaits des priorités fixées lors de l'élaboration des politiques financières et économiques. Ils se montrent particulièrement négatifs vis-à-vis des politiques fiscales et relatives au marché du travail. Les domaines politiques liés à l'urbanisme, à l'énergie, aux infrastructures, aux dépenses publiques et aux niveaux généraux de réglementation pour les entreprises sont eux aussi jugés inappropriés pour la réussite et la viabilité à long terme des entreprises en Belgique.

« Selon les CFO, les décideurs politiques devraient accorder la priorité à la réduction du coût du travail en réduisant les cotisations patronales. Cette mesure directe apporterait un stimulus bienvenu aux CFO inquiets de leur position concurrentielle sur le marché et focalisés sur la réduction des coûts. »

La plupart des CFO ne s'attendent pas à ce que la nouvelle situation politique modifie notablement l'environnement des entreprises en Belgique. Si le processus de formation du gouvernement s'éternise et que l'instabilité politique perdure, 50 % des organisations devraient être touchées, avec pour conséquences une baisse de la demande des consommateurs, une réduction ou un report des dépenses en capital et une diminution des investissements étrangers.

« Le sentiment positif se reflète de plus en plus dans les chiffres, l'avenir s'annonce donc meilleur. Reste à voir comment l'instabilité politique et les préoccupations en matière de réglementation influenceront les perspectives à plus long terme », a commenté Thierry Van Schoubroeck.

À propos de l'enquête

L'édition du deuxième trimestre 2014 de l'Enquête CFO de Deloitte Belgium a été réalisée entre le 2 et le 19 juin 2014. Au total, 60 CFO ont répondu à l'enquête. Les CFO participants opèrent dans différents secteurs d'activité. 27 % des sociétés répondantes génèrent un chiffre d'affaires de plus de 1 milliard d'euros, 41 % entre 100 millions et 1 milliard, et 32 % en dessous de 100 millions.

###

À propos de Deloitte

Deloitte, cabinet d'audit et de conseil de premier plan en Belgique, offre des services à haute valeur ajoutée en matière d'audit, d'expertise comptable, de conseil fiscal, de financial advisory services et de consultance. Plus de 2.800 collaborateurs répartis dans 11 bureaux conseillent des entreprises nationales et internationales, des PME ainsi que des institutions publiques et des ASBL. Le chiffre d'affaires pour l'exercice fiscal 2013 s'élève à 359 millions d'euros.

Le cabinet belge fait partie du groupe international Deloitte Touche Tohmatsu Limited, l'un des leaders mondiaux des services professionnels, regroupant plusieurs sociétés membres indépendantes. Nous concentrons nos efforts sur notre service à la clientèle à travers une stratégie mondiale menée au niveau local dans plus de 150 pays. Fortes d'un capital intellectuel composé de plus de 200.000 personnes dans le monde, nos sociétés membres fournissent des services dans les principaux domaines professionnels couvrant l'audit, la fiscalité, la consultance et le conseil financier. Leurs services, renommés pour leur excellence, ont déjà conquis les décideurs de la plupart des grandes enseignes internationales et nationales, publiques comme privées, et d'organisations prospères en plein essor opérant à l'échelle mondiale. Le groupe Deloitte Touche Tohmatsu Limited a réalisé un chiffre d'affaires de 32.4 milliards de dollars pour l'année fiscale 2013.



Deloitte fait référence à un ou plusieurs cabinets membres de Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société de droit anglais (« private company limited by guarantee »), et à son réseau de cabinets membres constitués en entités indépendantes et juridiquement distinctes. Pour en savoir plus sur la structure légale de Deloitte Touche Tohmatsu Limited et de ses cabinets membres, consulter <http://www.deloitte.com/about>.